

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité
Rapport financier trimestriel
Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme
Pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2016

INTRODUCTION

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction, conformément à l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et selon les modalités prescrites par la Norme comptable 1.3 du Conseil du Trésor. Le présent rapport financier trimestriel doit être lu en parallèle avec le *Budget principal des dépenses* et les *rapports financiers trimestriels* précédents.

Une description sommaire des activités du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS) est disponible sous la partie II du *Budget principal des dépenses*. Pour de l'information sur le mandat du CSARS, prière de visiter son site web au <http://www.sirc-csars.gc.ca>.

Ce rapport financier trimestriel n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen.

MÉTHODE DE PRÉSENTATION DU RAPPORT

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser de l'organisme accordées par le Parlement et utilisées par l'organisme, conformément au *Budget principal des dépenses* pour l'exercice 2016-2017. Ce rapport financier trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier (sur une base de comptabilité de caisse) conçu pour répondre aux besoins en information financière sur l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées en applications des lois portant affectation de crédits, sous forme de limites approuvées chaque année, ou par le truchement de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Le CSARS utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers qui font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les autorisations de dépenser votées par le Parlement sont encore établies en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité
Rapport financier trimestriel
Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme
Pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2016

FAITS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS ET CUMULATIFS

Cette section met en évidence les éléments importants qui ont contribué à l'augmentation ou à la diminution nette des autorisations disponibles pour l'exercice et les dépenses réelles pour le trimestre finissant au 30 septembre 2016.

État des autorisations

Autorisations disponibles:

Le total des autorisations du CSARS pour 2016-2017 a augmenté de 4 444 284 \$ par rapport à 2015-2016 (de 2 821 642 \$ en 2015-2016 à 7 265 926 \$ en 2016-2017). L'augmentation est principalement liée au financement obtenu par l'entremise du *Budget supplémentaire des dépenses (A)* pour le projet de réaménagement et de modernisations du CSARS et pour tenir compte de l'augmentation de la complexité et de la charge de travail du CSARS en lien avec les opérations élargies du Service canadien du renseignement de sécurité. En outre, le report du budget d'exploitation du CSARS a augmenté de 93 844 \$ (passant de 25 274 \$ en 2015-16 à 119 118 \$ en 2016-17).

Autorisations utilisées au cours du trimestre:

Les dépenses de 2016-2017 du CSARS pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2016 ont augmenté de 184 836 \$ par rapport à celles du même trimestre en 2015-2016. La section sur l'état des dépenses budgétaires ministérielles par article courant, ci-dessous, fournit d'autres renseignements sur cette augmentation.

Cumul des autorisations utilisées:

De façon générale, le cumul des dépenses de 2016-2017 en date du 30 septembre 2016 a augmenté de 254 069 \$ par rapport au cumul des dépenses pour la même période l'an dernier (de 1 234 648 \$ en 2015-2016 à 1 488 717 \$ en 2016-2017). La section sur l'état des dépenses budgétaires ministérielles par article courant, ci-dessous, fournit d'autres renseignements sur cette augmentation.

État des dépenses budgétaires ministérielles par article courant des dépenses

Autorisations disponibles:

Veuillez vous reporter à l'explication donnée à la section État des autorisations pour obtenir les renseignements connexes.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité Rapport financier trimestriel

**Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme
Pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2016**

Autorisations utilisées au cours du trimestre:

Les dépenses du CSARS de 2016–2017 pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2016 ont augmenté de 184 836 \$ par rapport aux dépenses de 2015–2016 pour le même trimestre. Vous trouverez les explications à la section cumul des autorisations utilisées.

Cumul des autorisations utilisées:

L'augmentation de 254 069 \$ en autorisations pendant le trimestre par article courant de 2015-2016 à 2016-2017 s'explique principalement comme suit :

Personnel

L'augmentation de 169 197 \$ s'explique principalement par la dotation de nouvelles positions afin de tenir compte de l'augmentation de la complexité et de la charge de travail du CSARS en lien avec les opérations élargies du Service canadien du renseignement de sécurité.

Acquisition de matériel

L'augmentation de 35 048 \$ s'explique par l'acquisition de matériel informatique en lien avec le projet de réaménagement et de modernisation du CSARS.

Transports et communications

L'augmentation de 27 095 \$ s'explique par des frais de déplacement supplémentaires en raison de l'augmentation de la complexité et de la charge de travail du CSARS étant donné l'élargissement du mandat du SCRS.

Services professionnels

L'augmentation de 25 955 \$ est principalement attribuable à l'embauche de services professionnels pour aider le CSARS dans ses processus de ressources humaines en raison de son accroissement de la capacité. De plus, la Direction des recherches du CSARS a embauché un spécialiste pour élaborer un cadre de gestion des risques pour appuyer l'élaboration de son plan de recherche.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité
Rapport financier trimestriel
Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et au programme
Pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2016

RISQUES ET INCERTITUDES

Ce rapport financier trimestriel (RFT) reflète les résultats de l'exercice en cours par rapport au *Budget principal des dépenses 2016-2017* et le *Budget supplémentaire des dépenses (A)* (la totalité du Budget principal des dépenses et du Budget supplémentaire ont été libérés le 23 juin 2016).

Le CSARS continue d'adapter ses opérations au rythme rapide du changement dans l'environnement du renseignement de sécurité, en particulier à la lumière du projet de loi nouvellement déposé de créer le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (CPSNR).

CHANGEMENTS IMPORTANTS QUANT AU FONCTIONNEMENT, AU PERSONNEL ET AUX PROGRAMMES

Les activités du CSARS ont augmenté en volume et en complexité en raison du mandat élargi du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). Le CSARS a accédé des fonds prévus dans le Budget supplémentaire. Ces fonds sont utilisés pour le projet de déménagement et la modernisation de la GI / TI ainsi que l'amélioration sur une courte période de la couverture CSARS des activités du SCRS.

Approuvé par (version originale signée par):

Hon. Pierre Blais, c.p.
Président

Michael E. Doucet
Directeur Exécutif
Dirigeant principale des finances

Ottawa, Canada
29 novembre 2016

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2016

ÉTAT DES AUTORISATIONS *(non vérifié) (note 2)*

(en milliers de dollars)

	Exercice 2016-2017			Exercice 2015-2016		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2016	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2015	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 - Dépenses nettes de fonctionnement	6 641	748	1 381	2 505	538	1 103
Autorisations législatives budgétaires	625	54	108	317	79	132
Autorisations budgétaires totales	7 266	802	1 489	2 822	617	1 235
Autorisations totales	7 266	802	1 489	2 822	617	1 235

Note 1: N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Note 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2016

TABLE 1: Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (*non vérifié*) (*note 2*)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2016-2017			Exercice 2015-2016		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 septembre 2016	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016 (note1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 septembre 2015	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses:						
Personnel	4 012	627	1 205	2 229	498	1 036
Transports et communications	236	63	105	165	44	77
Information	47	5	8	27	12	15
Services professionnels et spéciaux	730	80	103	309	48	77
Location	42	1	9	40	4	13
Services de réparation et d'entretien	2	1	1	-	-	-
Services publics, fournitures et approvisionnements	78	6	13	26	8	11
Acquisition d'outillage et équipement	2 119	18	39	26	1	4
Autres subventions et paiements	-	1	6	-	2	2
Dépenses budgétaires brutes totales	7 266	802	1 489	2 822	617	1 235
Dépenses budgétaires nettes totales	7 266	802	1 489	2 822	617	1 235

Note 1: N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Note 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.